

RAPPORT ANNUEL 2014

CARE
International
Maroc



care®

CARE, réseau international	- p 03
CARE International-Maroc	- p 05
Les femmes au cœur de nos programmes	- p 07
Education	- p 09
Justice économique	- p 13
Gouvernance locale et droits des femmes	- p 17
L'intégration de la responsabilité sociale dans l'éducation	- p 19
Rapport financier	- p 21
Partenaires	- p 25
L'équipe sur le terrain	- p 27

Le conseil d'administration de CARE International-Maroc

MEMBRES DU BUREAU :

Ismail DOUIRI	Président
Othmane BEKKARI	Secrétaire général
Nadia FASSI FEHRI	Trésorière
Mouloud SAFINE	Conseiller

ADMINISTRATEURS :

Miriem BENSALAH CHAQROUN
Mohamed BERRADA
Bertrand CHARDON
Philippe LEVEQUE

Fondé en 1945, CARE est l'un des plus grands réseaux humanitaires mondiaux, apolitique et non confessionnel.

Qui constitue le réseau CARE ?

CARE regroupe 14 associations nationales qui travaillent ensemble pour la mise en œuvre chaque année de plus de 1 000 projets d'urgence et de développement dans le monde.

Les pays membres sont l'Allemagne-Luxembourg, l'Autriche, l'Australie, le Canada, le Danemark, les États-Unis, la France, l'Inde, le Japon, la Norvège, les Pays-Bas, le Pérou, le Royaume-Uni et la Thaïlande.

Il existe également 72 bureaux terrain qui mettent en œuvre les projets soutenus par les membres.

Comment fonctionne le réseau CARE ?

Les membres apportent aux bureaux terrain une expertise technique, un financement, un contrôle de gestion, des ressources humaines si nécessaire et des relais en termes de communication et de plaidoyer.

Un membre du réseau CARE est désigné comme « leader » pour chaque bureau pays afin d'accompagner l'association à délivrer un service de qualité et de faciliter le déploiement de l'expertise internationale de CARE. Ce rôle a été confié à CARE France pour le Cameroun, le Liban et le Maroc.

En 2014, le réseau CARE est venu en aide à 72 millions de personnes et est présent dans 90 pays.



Je suis heureux de vous rendre compte des nombreuses actions menées cette année par notre association. Vous remarquerez certainement que CARE accorde une place particulière aux projets en faveur des enfants et des femmes. Nous savons que ces deux catégories de la population, bien que réels acteurs du développement, sont encore les premières victimes de la pauvreté, de la violence et des inégalités et méritent donc une attention toute particulière. C'est pourquoi CARE International-Maroc s'est résolument engagée avec ses partenaires dans l'amélioration de l'éducation de base, de l'accès aux services et dans le renforcement des capacités des femmes.

Mes premières pensées et ma gratitude sont adressées à chaque entreprise partenaire et fondation qui nous font confiance.

Cette confiance nous oblige : CARE International-Maroc a une excellente réputation sur le terrain. La qualité de nos programmes et de notre gestion est reconnue par les auditeurs, les évaluateurs externes, et surtout par nos partenaires locaux et par les bénéficiaires des projets.

Maintenir cette qualité est notre devoir de chaque instant. C'est un travail difficile. Mesurer constamment et rigoureusement la qualité, l'impact et l'efficacité de nos programmes doit être notre priorité afin de vous rendre compte fidèlement des succès et des défis rencontrés et enfin par respect pour les femmes, les hommes et les enfants que nous accompagnons. Je tiens à remercier très sincèrement toutes celles et ceux qui nous font confiance depuis maintenant plus de 8 ans...

Ismail Douiri,

Président de CARE International-Maroc



1945

La création de CARE

Alors que le monde sort de la deuxième guerre mondiale, la première Aide humanitaire arrive en Europe et en Asie : les colis CARE. Plus de 100 millions de colis comprenant nourriture, vêtements et médicaments sont expédiés par bateau par des citoyens américains et canadiens pour aider ceux dont les vies ont été dévastées par la guerre.

1949

Le premier programme de développement

Le lancement du premier programme de développement aux Philippines marque une étape clé dans l'action de CARE. C'est le début du double mandat de CARE qui met aussi bien en place des programmes dans des situations d'urgence que des actions de développement à long terme.

1990

Le renforcement de nos actions en santé

CARE démarre ses programmes de planning familial et de lutte contre le sida.

2007

Création de l'ONG CARE International-Maroc

CARE a initié ses activités au Maroc en 2007, dans le cadre de l'initiative nationale pour le développement humain qui est mise en œuvre à travers un partenariat entre l'Etat, les collectivités locales et les organismes internationaux.

2014

CARE International Maroc

En 2014, CARE International-Maroc a appuyé 2000 foyers, dont 1896 enfants et 459 femmes, à travers des actions d'éducation, d'activités génératrices de revenus et de renforcement de capacités.

2015

Le réseau CARE fête ses 70 ans d'action humanitaire

Fin décembre 2014, CARE International-Maroc comptait 11 salariés à Casablanca, 2 à Oujda et 1 expatrié.

Missions de CARE International-Maroc :

Apporter une aide aux personnes et familles des communautés les plus démunies au Maroc.

CARE International-Maroc contribue à l'égalité des chances pour tous et notamment pour les populations défavorisées en :

- Renforçant la capacité d'auto – assistance
- Offrant des opportunités économiques
- Influençant les décisions politiques à tous les niveaux
- Combattant la discrimination

Guidé par les aspirations des communautés locales, CARE poursuit ses missions en respectant la dignité des bénéficiaires et dans un souci d'actions pérennes.

Objectifs de CARE International-Maroc

Objectif à long-terme :

faire évoluer les **normes sociales**, d'ici 2027, afin de permettre aux jeunes et aux femmes de jouir pleinement de leurs droits socioéconomiques et de participer à la vie publique.



Pour ce faire, CARE International-Maroc travaille autour de trois domaines de changement :

- Les femmes et les jeunes accèdent à des opportunités économiques viables et participent à des réseaux solidaires et dynamiques.
- Les femmes et les jeunes bénéficient d'une éducation de qualité afin de leur permettre d'acquérir les connaissances et les valeurs pour progresser et exercer leurs droits et responsabilités.
- Les femmes et les jeunes participent à la vie politique, économique, sociale et culturelle grâce à une volonté politique forte favorisant la défense et l'application de leurs droits.

Objectif à court-terme :

d'ici fin 2020, CARE International-Maroc souhaite rendre les femmes et les jeunes bénéficiaires de ses **projets économiquement autonomes**. Ces bénéficiaires devront avoir acquis un niveau de connaissance, de confiance et de reconnaissance pour leur permettre de participer pleinement aux décisions dans les cercles familiaux et publics.



Afin de réaliser ces objectifs, CARE International-Maroc conçoit ses projets dans une approche globale et les articule autour de trois grands domaines d'intervention :

- Education
- Justice économique
- Participation citoyenne et politique

EDUCATION

Exemple : lutter contre l'abandon scolaire

CARE facilite la scolarisation des enfants dans les quartiers défavorisés, forme des éducatrices et sensibilise les parents. CARE défend également les droits des enfants en luttant contre les stéréotypes liés au genre et la violence éducative et domestique.



JUSTICE ECONOMIQUE

Exemple : favoriser le développement économique

CARE a développé un modèle d'association villageoise de micro-épargne et de crédit. Ces associations permettent à des femmes d'accéder au crédit pour financer des activités génératrices de revenus. CARE développe également des programmes de micro-assurance.



PARTICIPATION CITOYENNE ET POLITIQUE

Exemple : favoriser la gouvernance locale et les droits des femmes

CARE contribue à la consolidation de la démocratie et de la gouvernance à une échelle locale en favorisant la participation et la redevabilité sociale.



PARTICIPATION CITOYENNE ET POLITIQUE

Exemple : encourager la responsabilisation sociale

CARE soutient les parents des élèves d'écoles primaires en développant des outils afin d'assurer une meilleure transparence et une meilleure qualité de services rendus à la communauté.



LES FEMMES AU CŒUR DE NOS PROGRAMMES

L'égalité des sexes est un droit humain fondamental pourtant loin d'être acquis. C'est également un facteur essentiel dans la lutte contre la pauvreté.

Sur tous les continents, les femmes sont les plus exposées à la pauvreté et aux discriminations.

Pour elles, la pauvreté ne signifie pas seulement le manque et le besoin, mais également des droits bafoués, des opportunités limitées et des voix réduites au silence.

Les femmes occupent le plus souvent des emplois

mal ou sous rémunérés et sont soumises à de mauvaises conditions de travail.

Au Maroc, les programmes de CARE cherchent à promouvoir l'autonomisation des femmes notamment par le renforcement de la confiance en soi, le développement des connaissances et des compétences et l'accès aux ressources économiques.

LES FAITS

Les femmes et les filles représentent 70% du 1,3 milliard de personnes vivant avec moins de 1,25\$/jour.

Les femmes sont à l'origine des 2/3 des heures travaillées dans le monde pourtant elles ne gagnent que 10% des revenus mondiaux.



Elever le pouvoir d'achat (en particulier des femmes) a des effets positifs sur les décisions des familles en matière de santé et d'éducation.

Permettre aux femmes de développer leurs connaissances et compétences favorise la confiance en soi et facilite l'accès aux ressources.

1/3 des enfants marocains de 9 à 15 ans abandonnent l'école avant la fin de la scolarité obligatoire.

58% de ces enfants sont des filles vivant majoritairement en zone rurale.



Chaque année passée à l'école pour une fille lui permet d'augmenter jusqu'à 20% les revenus futurs de sa famille.

Au Maroc en 2014, la proportion de sièges occupés par des femmes au Parlement national était de 17%.



Accompagner les femmes à comprendre leurs droits et les encourager à participer aux décisions prises au sein de leur famille et de leur communauté.

LES SOLUTIONS



Casablanca, centre INDH, femmes et hommes bénéficiant d'une formation de l'approche genre

L'implication de l'ensemble de la société

Il est indispensable que l'ensemble de la société - les hommes, le secteur privé, les autorités, la société civile - s'implique en faveur de l'égalité.

Les hommes sont des alliés incontournables. CARE

s'attache à prendre le contre-pied des représentations patriarcales et implique dans ses projets les hommes et les garçons comme partenaires égaux des femmes et des filles.

Droit humain fondamental, l'éducation permet aux enfants de se protéger contre la pauvreté chronique.

LES ENJEUX

L'éducation est un secteur prioritaire de développement pour le Maroc. En effet, 13% des adolescents sont analphabètes et seulement 16% des filles en milieu rural atteignent l'éducation secondaire. Malgré des améliorations apportées, la situation demeure préoccupante.

L'enjeu réside principalement dans la réduction des inégalités en termes de qualité et d'accès à l'éducation, et particulièrement dans l'éducation primaire. Les difficultés des élèves à l'entrée au primaire révèlent des problèmes d'accès et de qualité de l'éducation préscolaire, étape fondamentale de la réussite scolaire des enfants. Ainsi, en milieu rural le service est souvent inexistant (59,5% des petites filles n'y ont pas accès).

Sources : bilan commun de pays, Nations Unies, novembre 2010

LES SOLUTIONS

CARE International-Maroc travaille pour que les enfants disposent d'un accès à un service préscolaire de qualité leur permettant d'acquérir confiance et aptitudes dont ils auront besoin toute leur vie.

CARE International-Maroc développe également un mécanisme de responsabilisation participatif afin de renforcer la qualité de l'éducation primaire et de promouvoir une plus grande transparence sur la gestion des ressources. Ce processus a pour objectif de faire connaître leurs droits aux populations, de pouvoir demander des comptes sur les prestations de services et d'exprimer les attentes. La démarche permet également de remonter les résultats aux niveaux régional et national.



Sidi Moumen, un des enfants des unités de préscolaires bénéficiaires

CARE International-Maroc contribue à :

• Améliorer la prise en charge scolaire

CARE renforce les systèmes éducatifs et participe à l'amélioration de la qualité des services préscolaires dans les quartiers défavorisés. CARE forme également du personnel éducatif et sensibilise les communautés et les pouvoirs publics à l'importance de l'éducation des enfants.

• Réduire les inégalités

CARE promeut la mixité sociale via la formation des équipes éducatives à l'approche Genre pour plus d'égalité entre filles et garçons. CARE accompagne les enfants dans des activités d'éveil et les encourage à participer à des actions civiques.

• Renforcer l'accompagnement des parents

CARE soutient les parents d'élèves pour leur permettre d'accompagner leurs enfants tout au long de leur parcours scolaire et ce dès l'âge préscolaire.

Projet : Généralisation et amélioration de la qualité de l'éducation de base dans le quartier de Sidi Moumen

Durée du projet : 36 mois, du 01/10/12 au 31/12/15

Budget : ce projet, à destination de 2500 enfants, est mis en place grâce à la contribution financière et l'appui de la Fondation Attijariwafa bank (montant de 4 759 544.53 Dhs), et est cofinancé par la Société Michoc (à hauteur de 1 386 436 Dhs de novembre 2012 à mai 2014) et la Fondation Agnelli (à hauteur de 145 540 Dhs).

Objectif général :

Contribuer à l'atteinte des objectifs de l'Etat sur la généralisation et l'amélioration de la qualité de l'éducation de base à Casablanca.

Objectif spécifique 1 : assurer une éducation préscolaire de qualité pour près de 2500 enfants de 3 à 6 ans de 45 écoles du quartier Sidi Moumen de Casablanca.

Résultats de l'année 2014 :

- 43 éducatrices bénéficiaires du projet à travers 46 séances de formation pédagogique et 4 séances de formation sur l'approche genre.
- 2075 enfants - de 3 à 6 ans - bénéficiaires du projet issus de familles défavorisées dans le quartier

de Sidi Moumen.

- 1559 enfants bénéficiaires de la célébration de l'Achoura - fête religieuse musulmane.
- 3 chartes mises en place au niveau des écoles : éducatrices, parents, directeurs.
- 20 associations locales de Sidi Moumen intégrées dans le programme.
- 40 établissements bénéficiaires.
- Visite d'échange de bonnes pratiques avec les préscolaires bénéficiaires des projets CARE à Dar Bouazza.

Activités pour l'objectif 1 :

- Élaboration d'une convention de partenariat avec la Délégation du Ministère de l'Éducation nationale.
- Diagnostic et sélection des écoles ciblées.
- Formation des éducatrices en pédagogie préscolaire et participative.
- Suivi des éducatrices.
- Équipement des unités de préscolaire.
- Mise en place de projets pédagogiques.

ÉDUCATION

Objectif spécifique 2 : favoriser une meilleure intégration sociale et économique des parents à travers une plus grande implication dans l'éducation de leurs enfants.

Activités pour l'objectif 2 :

- Renforcement des capacités des parents via des programmes d'alphabétisation pour les mères.
- Formation et sensibilisation sur les droits des femmes par l'association partenaire Gestion et Éclaircissement de la Future Jeunesse et les animatrices d'alphabétisation.
- Équipement des centres préscolaires.
- Célébration de la Journée Internationale des Femmes.
- Formation des associations locales partenaires de Sidi Moumen sur l'approche du théâtre via le partenaire le Théâtre des opprimés.
- Formation des associations locales sur les questions de santé sexuelle et reproductive.

Bénéficiaires :

- 2412 enfants
- 40 écoles
- 1161 parents

Partenaires :

- L'Académie Régionale de l'Éducation Nationale du Grand Casablanca,
- La Délégation du Ministère de l'Éducation de Sidi El Bernoussi,
- La Fondation Attijariwafa Bank,
- La société Michoc,
- La Fondation Agnelli,
- La Coopérative éducative et de formation,
- Le Corps Marocain pour l'Enseignement du Préscolaire,
- L'Association de gestion et d'éclaircissement de la future jeunesse,
- Le théâtre des opprimés.



En nov 2014, célébration de l'Achoura (fête religieuse musulmane) financée par la fondation Attijariwafa bank au profit de 1559 enfants - 34 écoles

Nos projets visent à réduire l'insécurité économique des familles défavorisées en améliorant leurs possibilités de revenus.

LES ENJEUX

Les femmes sont davantage exposées à la pauvreté et aux discriminations que les hommes.

Peu d'opportunités existent pour les femmes tant du point de vue économique que pour favoriser l'accès à la formation et la confiance en soi. Ceci tient notamment à la persistance des inégalités entre les sexes dans l'accès aux revenus, à la formation, aux services sociaux de base, aux opportunités économiques et à la participation dans les espaces publics de décisions.

LES SOLUTIONS

CARE International-Maroc favorise l'autonomisation et l'insertion économique et sociale de femmes particulièrement vulnérables. Nos actions, menées dans deux régions du Maroc, reposent sur l'institutionnalisation d'une nouvelle forme d'entraide solidaire adaptée aux ménages les plus pauvres et la mise en place d'Associations Villageoises d'Épargne et de Crédit (AVEC).

Les actions de justice économique de CARE International-Maroc se basent sur 3 axes essentiels :

- Le renforcement de la capacité d'agir des femmes :

en facilitant l'accès aux services essentiels (éducation, santé...) et aux ressources (épargne, activités génératrices de revenus, terre...) et en développant leurs connaissances et compétences.

- La promotion de relations de pouvoir équitables :

en permettant aux femmes de connaître et de revendiquer leurs droits, et en les encourageant à participer aux décisions prises au sein de leur famille et de leur communauté.

- L'évolution des structures et normes sociales :

en militant pour l'adoption et la mise en application de lois permettant aux femmes d'améliorer leur accès aux droits humains fondamentaux.



Région de Fes - Meknes - Une séance de cotisation entre les bénéficiaires de l'AVEC Lalla Moulati



Asmae HAKIMI 39 ans, mère de 3 enfants, habite le Douar Draa Lghazlane, membre de l'Association Villageoise d'Épargne et de Crédit, Nour.

« J'ai vécu comme la plupart des femmes du Douar dans la précarité, marginalisée et sans revenu. Mais grâce aux épargnes hebdomadaires et aux discussions avec les femmes de notre groupe, la mentalité des bénéficiaires et leur situation financière ont connu un changement remarquable. Nous savons enfin comment gérer nos ressources en créant nos propres activités génératrices de revenus par le biais de notre caisse d'épargne et de crédit. Avec cette méthode de gestion nous avons pu économiser, gérer et même ouvrir au sein du Douar une épicerie de produits alimentaires, rentable et utile pour nous toutes, chose que nous n'avions pas la possibilité de faire auparavant. Cette intégration dans ce projet nous a offert à toutes

des possibilités de s'ouvrir sur le monde, de réinvestir notre savoir-faire, et nos propres produits du terroir par la production de confiture. Nous avons comme projets futurs la production et la vente d'huile d'olives, car notre région est réputée pour la bonne qualité de ses oliviers. Ainsi nous pourrions nous ouvrir à d'autres perspectives et, pourquoi pas, pouvoir remédier à nos problèmes tels l'éducation de nos enfants et la préscolarisation de nos petits...

Merci à CARE qui place le douar sur les rails du développement et merci pour cette initiative de soutien aux femmes. »

Asmae HAKIMI, bénéficiaire CARE

Projet : Autonomisation économique et sociale des femmes vulnérables des régions de l'Oriental et de Meknès- Tafilalet

Durée du projet : 36 mois, du 01/01/14 au 31/12/16

Budget : 5 408 305.10 MAD soit (487 850 €)
Ce projet est financé par la Fondation d'Entreprise Société Générale pour la Solidarité.

Objectif général :

Favoriser l'autonomisation et l'insertion économique et sociale de femmes particulièrement vulnérables dans deux régions du Maroc, via l'institutionnalisation d'une nouvelle forme d'entraide solidaire adaptée aux ménages les plus pauvres, à travers les Associations Villageoises d'Épargne et de Crédit (AVEC).

Objectifs spécifiques :

1- Soutenir l'amélioration des moyens de subsistance et l'autonomisation des femmes les plus pauvres à travers une nouvelle forme d'entraide solidaire visant à développer l'auto-emploi.

2- Soutenir l'inclusion sociale des femmes vulnérables grâce à l'adhésion aux systèmes de couverture sociale.

Résultats attendus :

- Le pouvoir économique des femmes vulnérables est amélioré grâce à leur participation dans les Associations Villageoises d'Épargne et de Crédit et leur investissement dans des initiatives économiques rentables.

- Les normes liées au genre ont évolué vers une plus grande équité des genres favorisant l'autonomisation économique et sociale des femmes.
- La couverture sociale des femmes vulnérables est améliorée grâce à l'adhésion au Régime d'Assistance Médicale (RAMED).
- Un dialogue social avec les autorités publiques est initié autour de l'institutionnalisation de la méthodologie AVEC au sein de l'économie sociale et solidaire.

Activités :

- Organisation de 80 réunions de mobilisation des communautés.
- Création de 24 AVEC.
- Organisation de 44 séances de sensibilisation pour les femmes membres des 24 AVEC.
- Construction d'une base de données sur le Régime d'Assistance Médicale (RAMED) pour 6 communes.
- Organisation de la 1ère réunion de comité de pilotage.
- Réunion avec le Ministère de l'Artisanat et de l'Economie Sociale et Solidaire (pour une éventuelle signature d'une convention de partenariat).
- Organisation de 16 réunions de communication et d'information.
- Lancement du programme d'alphabétisation pour les membres des AVEC.

Bénéficiaires directs :

- 1000 femmes vulnérables (sur une base de 20 membres par AVEC, 50 AVEC au total)
- 1000 hommes (pères, frères ou maris des femmes participantes dans les AVEC)
 - 50 associations féminines, prioritairement composées de femmes se trouvant en situation de grande précarité

Partenaires :

- Agence de Développement Social,
- Communes Rurales,
- Ministère de l'Artisanat et de l'Economie Sociale et Solidaire,
- Entraide Nationale,
- Office de développement des Coopérations,
- Réseau Marocain de l'Economie Sociale et Solidaire,
- Division des Affaires Sociales.



AVEC Ouled Ramdane: des bénéficiaire de formations

LES ENJEUX

Depuis le cadre légal posé par la Constitution de 2011, la société civile marocaine peut s'impliquer davantage dans tous les domaines de l'action publique et du développement humain. Cependant, différents éléments créent des superpositions dans les prérogatives et les responsabilités des différents acteurs/actrices. C'est le cas de la structure et les pratiques du pouvoir exécutif dans le pays, ainsi que du processus de régionalisation avancée en cours de réalisation. Ces éléments rendent plus difficile pour la société civile d'intervenir sur la responsabilité sociale des pouvoirs publics.

LES SOLUTIONS

Consolider la démocratie participative et la gouvernance locale

Cette consolidation se fait à travers l'opérationnalisation des dispositions de la Charte communale et de la Constitution - en particulier, les dispositions qui garantissent les droits à la participation, à la responsabilisation sociale et à l'égalité de genre. L'intérêt est de garantir la reconnaissance des organisations de la société civile (OSC) comme partenaires à part entière des pouvoirs publics, et de dynamiser les rôles de tous les acteurs et partenaires locaux.

Augmenter la responsabilité sociale de l'action vis-à-vis du citoyen, principalement au niveau local

Au niveau local, l'articulation des intérêts et des parties prenantes est moins marquée qu'au niveau national. Ainsi, les résultats de la mise en place des politiques publiques sont plus facilement visibles, évaluable et influençables.

Projet : Gouvernance locale et droits des femmes des régions de Beni Mellal et d'Oujda Angad de l'Oriental et de Meknès- Tafilalet

Durée du projet : 30 mois, du 01/03/14 au 31/08/16

Budget : 3 479 065.71 MAD soit (315 762 € dont 104 349 € géré par CARE International-Maroc).

Ce projet est mis en place grâce à la contribution financière et l'appui de la Commission Européenne. Le projet est porté par l'Espace Associatif. CARE International-Maroc est partenaire de mise en œuvre.

Objectif général :

Contribuer à la consolidation de la démocratie et de la gouvernance locale, fondées sur la participation et la redevabilité sociale.

Objectifs spécifiques :

1- Les acteurs de la société civile, en particulier les associations locales de femmes et de jeunes, suivent activement les politiques publiques, particulièrement celles « genrées ».

2- Accompagner la mise en place des mécanismes de participation citoyenne issus des cadres constitutionnels et institutionnels, notamment par rapport à la participation des femmes et des jeunes.

3- Accompagner les acteurs locaux (collectivités locales et autorités locales) à promouvoir un environnement propice au développement démocratique fondé sur la redevabilité et la prise en compte du genre.



Oujda, atelier de formation sur la gouvernance locale et les droits des femmes

Résultats attendus :

- Les acteurs de changement, en particulier femmes et jeunes, ont amélioré leurs outils de veille et de suivi des politiques publiques, et assimilé l'approche genre dans le suivi de ces politiques.
- Les réseaux d'OSC de chaque commune ciblée ont renforcé leurs capacités de mobilisation, leur visibilité et capacités de plaider pour la bonne gouvernance, la démocratie participative et les droits humains.
- L'accès des jeunes et des femmes à des postes de décision au niveau local est amélioré.
- Les élus locaux initient un dialogue citoyen en utilisant des outils de redevabilité sociale et prenant en considération l'approche genre dans la mise en œuvre des politiques publiques égalitaires.

Activités :

- Développement et diffusion par le web des outils de suivi des politiques publiques et de redevabilité.
- Renforcement des Organisations de la Société Civile (OSC) et élu(e)s locaux sur l'utilisation des outils.
- Elaboration et publication de rapports semestriels de suivi des politiques.
- Débats citoyens autour des questions liées à l'action publique dans la Constitution et la Charte Communale et les politiques publiques (rapports,

résultats de suivi).

- Débats citoyens autour des questions liées à l'action publique dans le Renforcement du réseautage des OSCs pour la mise en œuvre des campagnes de plaider sur les articles constitutionnels en relation avec la redevabilité sociale et l'égalité de genre.
- Renforcement du réseautage des OSCs pour la mise en œuvre des campagnes de plaider sur les articles constitutionnels en relation avec la redevabilité sociale et l'égalité de genre.
- Renforcement des capacités de leadership.

Bénéficiaires :

- 50 organisations de la société civiles dans les communes ciblées
- 15 OSC au niveau national
- 50 femmes et jeunes leaders locaux
- 15 élus(es) locaux
- 30 hommes leaders

Partenaires :

- 4 communes (2 communes pour chaque province),
- 47 OSC, dont 25 à Beni Mellal et 22 à Oujda,
- Les acteurs locaux : ADS, Entraide nationale, CRDH.

L'INTÉGRATION DE LA RESPONSABILITÉ SOCIALE DANS L'ÉDUCATION

Projet : L'intégration de la responsabilité sociale dans l'éducation, région du Grand Casablanca et de Marrakech-Tenisif-Al Haouz

Durée du projet : 48 mois du 01/10/14 au 30/09/18

Budget : 6 356 359.84 MAD soit (719 998.17 USD)
Ce projet est mis en place grâce à la contribution financière et l'appui de la Banque Mondiale.

Objectifs :

1- Développer un mécanisme participatif pour la promotion de la qualité de l'éducation primaire au Maroc.

2- Renforcer la collaboration entre les associations des parents d'élèves et les acteurs étatiques dans le domaine de l'éducation pour un meilleur processus de prise de décision au niveau local, régional et national.

Résultats attendus :

- Plus de transparence sur la disponibilité des ressources et la connaissance des droits au niveau des écoles primaires.
- Amélioration de la responsabilité dans l'utilisation des ressources des écoles primaires.
- Plus de gouvernance effective dans la gestion des Associations des Parents et Tuteurs d'Elèves (APTE).
- Plus de participation des APTE.
- Représentation et participation plus effective des femmes dans les APTE.
- Changement des politiques publiques qui favorisent la représentation des APTE dans le développement et la mise en oeuvre des politiques d'éducation.
- Amélioration de la communication et de la collaboration de la Fédération Nationale des Associations des Parents d'Elèves au Maroc (FNAPEM) au niveau local, régional et national.
- Les APTE sont capables d'obtenir des fonds publics et privés pour leurs écoles.
- Les APTE sont capables de réaliser la gestion administrative et financière de leurs associations.

Activités :

- Développement d'un outil de monitoring et d'évaluation (PAMT) qui prend en compte le contexte local.
- Mise en œuvre de l'outil (PAMT) dans 50 écoles ciblées par le projet.
- Analyse des budgets et des flux des ressources aux délégations et aux écoles par les partenaires et les destinataires.
- Audit social par les destinataires et les partenaires sur l'achat des matériaux et des ressources acquises par les écoles et leur utilisation.
- Mobilisation des Associations des Parents et Tuteurs d'Elèves (APTE) pour plus d'adhésion et d'implication dans le projet.
- Formation des APTE pour l'utilisation des informations sur les ressources allouées aux écoles primaires.
- Sensibilisation du public, diffusion des résultats de l'analyse des budgets et l'audit social aux APTE.

Bénéficiaires :

- 50 écoles primaires
- 50 associations de parents d'élèves (1000 membres)
- 20 cadres administratifs et pédagogiques des académies

Partenaires:

- Near East Foundation (NEF),
- MENFP - Ministère de l'Éducation Nationale et de la Formation Professionnelle,
- AREF - Académies Régionales de l'Éducation et de la Formation du Grand Casablanca et de la région

- de Marrakech-Tenisif-Al Haouz,
- CARE Egypte,
- FNAPEM Fédération Nationale des Associations de Parent d'Elèves au Maroc,
- GPSA Partenaire global pour la responsabilité sociale.



Atelier de lancement du projet - 16 décembre 2014

RAPPORT FINANCIER

L'exercice fiscal 2014 de CARE International-Maroc couvre la période allant du 1er janvier 2014 au 31 décembre 2014. Les comptes de CARE International-Maroc sont vérifiés par le cabinet d'expertise comptable FICADEX et certifiés par le cabinet de commissaires aux comptes AUDIT CONCEPT.

RESSOURCES/PRODUITS

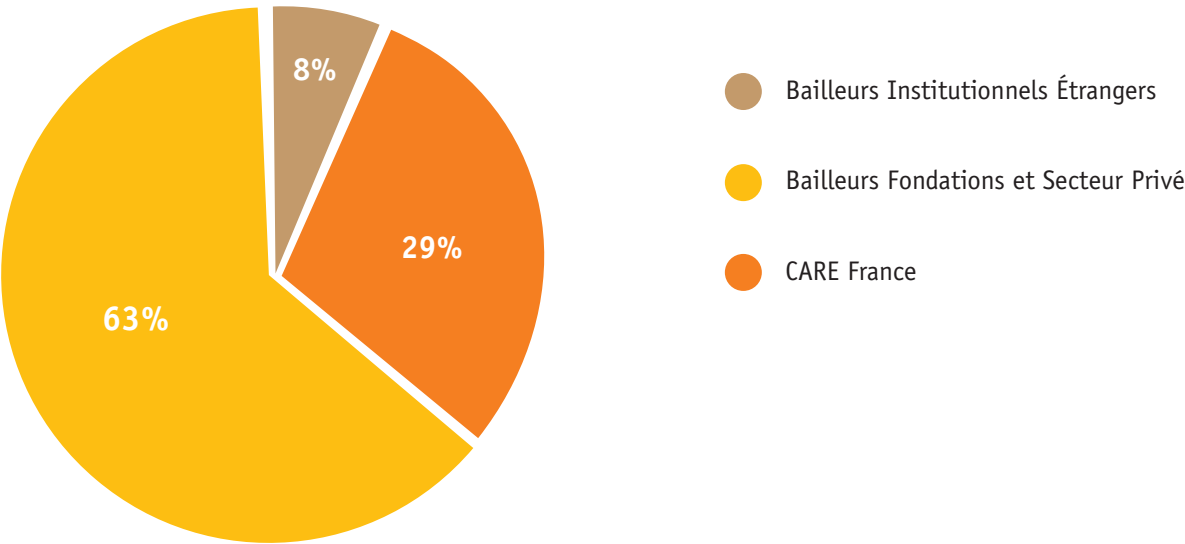
Le total des ressources de l'association sur l'année 2014 s'élève à 6 002 799,52 MAD avec une baisse d'environ 9% par rapport à l'exercice précédent.

Ces ressources se composent à 8% de subventions d'organismes institutionnels étrangers d'appui au développement (Union Européenne et Banque Mondiale) ; à 63% de financements d'organismes privés (entreprises et fondations) marocains et étrangers ; à 29% de CARE France ; et 0.33% de fonds associatifs.

Nous certifions que les états de synthèses (...) sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine et de la situation financière de l'association CARE International-Maroc au 31 décembre 2014 ainsi que du résultat de ses opérations et l'évolution de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux principes comptables admis au Maroc.

AUDIT CONCEPT

Répartition des ressources par type de bailleurs



Exercice du 01/01/2014 au 31/12/2014 (MAD)

COMPTES DE PRODUITS ET CHARGES (HORS TAXES) - MODÈLE NORMAL				
NATURE	OPERATIONS		TOTAUX DE L'EXERCICE 2014	TOTAUX DE L'EXERCICE 2013
	PROPRES À L'EXERCICE	CONCERNANT LES EX. PRÉCÉDENTS		
	1	2	3=1+2	4
I PRODUITS D'EXPLOITATION				
- Ventes de marchandises (en l'état)				
- Ventes de biens et services produits Chiffre d'affaires				
- Variation de stocks de produits(1)				
- Immobilisations produites par l'entreprise pour elle-même				
- Subventions d'exploitation	5 415 175,14		5 415 175,14	5 814 761,26
- Autres produits d'exploitation				
- Reprises d'exploitations : transferts de charges	5 994,12		5 994,12	0,00
TOTAL I	5 422 169,26		5 422 169,26	5 814 761,26
II CHARGES D'EXPLOITATION				
- Achats revendus (2) de marchandises				
- Achats consom. de matières & fournitures	949 501,02	1 099,00	950 600,02	1 358 147,22
- Autres charges externes	2 650 708,32		2 650 708,32	2 324 489,26
- Impôts et taxes	7 729,00		7 729,00	6 989,36
- Charges de personnel	1 492 932,40		1 492 932,40	1 627 847,03
- Autres charges d'exploitation			0,00	0,00
- Dotations d'exploitation	50 296,80		50 296,80	53 867,46
TOTAL II	5 151 169,54	1 099,00	5 152 268,54	5 381 340,25
III RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I-II)			269 900,72	433 421,01
IV PRODUITS FINANCIERS				
- Produits de titres de participation et autres titres immobilisés				
- Gains de change			0,00	18,42
- Intérêts et autres produits financiers				
- Reprises financiers : transferts de charges				
TOTAL IV	0,00		0,00	18,42
V CHARGES FINANCIÈRES				
- Charges d'intérêts	109,78		109,78	207,71
- Pertes de change	20,09		20,09	12 122,52
- Autres charges financières				
- Dotations financières				
TOTAL V	129,87		129,87	12 330,29
VI RÉSULTAT FINANCIER (IV-V)			- 129,87	- 12 311,81
VII RÉSULTAT COURANT (III-V)			269 770,85	421 109,20
VIII PRODUITS NON COURANTS				
- Produits de cessions d'immobilisation				
- Subvention d'équilibre				
- Reprises s/subventions d'investissement	11 982,10		63 255,32	77 101,02
- Autres produits non courants	535 010,16		389 545,84	196 099,25
- Reprises non courantes ; transferts de charges	33 638,00			
TOTAL VIII	580 630,26		452 801,16	273 200,27
IX CHARGES NON COURANTES				
- Valeurs nettes d'amortissements des immobilisations cédées				
- Subventions accordées				
- Autres charges non courantes	42 383,44		42 383,44	510 715,22
- Dotations non courantes aux amortissements et aux provisions	78 707,65		78 707,65	68 398,04
TOTAL IX	121 091,09		121 091,09	579 113,26
X RESULTAT NON COURANT (VIII-IX)			459 539,17	- 396 192,23
XI RESULTAT AVANT IMPOTS (VII+X)			729 310,02	24 916,97
XII IMPOTS SUR LES RESULTATS				
XIII RESULTAT NET (XI-XII)			729 310,02	24 916,97
XIV TOTAL DES PRODUITS (1+IV+VIII)			6 002 799,52	5 997 700,71
TOTAL DES CHARGES (II+V+IX+XII)			5 273 489,50	5 972 783,74
RESULTAT NET (Tot. des produits - Tot. des charges)			729 310,02	24 916,97

RAPPORT FINANCIER

Exercice du 01/01/2014 au 31/12/2014 (MAD)

BILAN - ACTIF - MODÈLE NORMAL				
ACTIF	EXERCICE 2014			EXERCICE 2013
	BRUT	AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	NET	NET
IMMOBILISATION EN NON VALEUR (A) - Frais préliminaires - Charges à répartir sur plusieurs exercices - Primes de remboursements des obligations	-	-	-	-
IMMOBILISATION INCORPORELLES (B) - Immobilis. en recherche et développement - Brevets, marques, droits et valeurs similaires - Fonds commercial - Autres immobilisations incorporelles	-	-	-	-
IMMOBILISATION CORPORELLES (C) - Terrains - Constructions - Installations techniques, matériel & outillage - Matériel de transport - Mobilier, mat.de bureau & aménagement div. - Autres immobilisations corporelles - Immobilisations corporelles en cours	575 107,08 330 128,00 244 979,08	445 918,08 222 769,00 223 149,08	129 189,00 - - - 107 359,00 21 830,00 - -	25 827,80 - - 13 844,60 11 933,20 - -
IMMOBILISATION FINANCIERES (D) - Prêts immobilisés - Autres créances financières - Titres de participation - Autres titres immobilisés	55 000,00 55 000,00		55 000,00 55 000,00	65 000,00 65 000,00
ECARTS DE CONVERSION - ACTIF (E) - Diminution des créances immobilisées - Augmentation des dettes financières				
TOTAL I (A+B+C+D+E)	630 107,08	445 918,08	184 189,00	90 827,80
STOCKS (F) - Marchandises - Matières et fournitures consommables - Produits en cours - Produits intermédiaires, et produits résiduels - Produits finis	-	-	-	-
CREANCES DE L'ACTIF CIRCULANT (G) - Fournis.débiteurs, avances et acomptes - Clients et comptes rattachés - Personnel - Etat - Comptes d'associés - Autres débiteurs - Compte de régularisation Actif	358 310,03 2 838,76 29 559,00 312 413,33 13 498,94	-	358 310,03 2 838,76 - 29 559,00 - 312 413,33 13 498,94	525 308,40 2 255,00 - 1 500,00 - 517 235,00 4 305,40
TITRES ET VALEURS DE PLACEMENT (H)				
ECARTS DE CONVERSION - ACTIF (I) (éléments circulants)				
TOTAL II (F+G+H+I)	358 310,03	-	358 310,03	525 308,40
TRESORERIE - ACTIF - Chèques et valeurs à encaisser - Banque,T.G. et C.C.P. - Caisse, Régies d'avances et accreditifs	4 258 171,94 60 611,89		- 4 258 171,94 60 611,89	- 2 715 150,35 40 241,95
TOTAL III	4 318 783,83	-	4 318 783,83	2 756 402,52
TOTAL GENERAL I+II+III	5 307 200,94	445 918,08	4 861 282,86	3 372 538,52

Exercice du 01/01/2014 au 31/12/2014 (MAD)

BILAN - PASSIF - MODÈLE NORMAL		
PASSIF	EXERCICE 2014	EXERCICE 2013
CAPITAL PROPRE - Capital social ou personnel (A) - moins : actionnaires, capital souscrit non appelé capital appelé dont versé..... - Prime d'émission, de fusion, d'apport - Écarts de réévaluation - Réserve légale - Autres réserves - Report à nouveau (2) - Résultats nets en instance d'affectation (2) - Résultats net de l'exercice (2)	 24 915,97 729 310,02	 24 915,97
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES (A)	754 226 99	24 916,97
CAPITAUX PROPRES ASSIMILES (B) - Subventions d'investissement - Provision pour investissements - Provision pour amortissements dérogatoires	58 570,75 58 570,75	11 982,10 11 982,10
DETTES DE FINANCEMENT (C) - Emprunts obligatoires - Autres dettes de financement - Fournisseurs d'immobilisations	-	-
PROVISIONS DURABLES POUR RISQUE ET CHARGES (D) - Provisions pour risques - Provisions pour charges	-	-
ECARTS DE CONVERSION - PASSIF (E) - Augmentation des créances immobilisées - Diminution des dettes de financement		
TOTAL I (A+B+C+D+E)	754 226,99	36 899,07
DETTES DU PASSIF CIRCULANT (F) - Fournisseurs et comptes rattachés - Clients créditeurs, avances et acomptes - Personnel - Organismes sociaux - Etat - Comptes d'associés - Autres créanciers - Comptes de régularisation - Passif	3 977 366,12 90 553,95 22 414,18 45 382,89 27 934,00 1 334 123,09 2 445 934,00	3 250 553,65 128 025,80 5 990,00 23 569,52 7 427,00 2 508 772,33 576 769,00
AUTRES PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (G)	129 689,75	85 085,80
ECARTS DE CONVERSION - PASSIF (ELEMENTS CIRCULANTS H)		
TOTAL II (F+G+H)	4 107 055,87	3 335 699,45
TRESORERIE - PASSIF - Crédits d'escompte - Crédits de trésorerie - Banques de régularisation		
TOTAL III	-	-
TOTAL GENERAL I+II+III	4 861 282,86	3 372 538,52

PARTENAIRES

CARE International-Maroc tient à remercier les autorités marocaines pour l'appui apporté à la réalisation de sa mission, ainsi que ses partenaires financiers sur l'année 2014 et les donateurs privés.

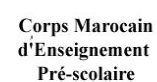
PARTENAIRES PUBLICS



PARTENAIRES PRIVÉS ET FONDATIONS



PARTENAIRES ASSOCIATIFS



L'ÉQUIPE SUR LE TERRAIN



Casablanca Sidi Moumen Une séance de sensibilisation sur l'importance de l'approche Genre dans l'éducation préscolaire.



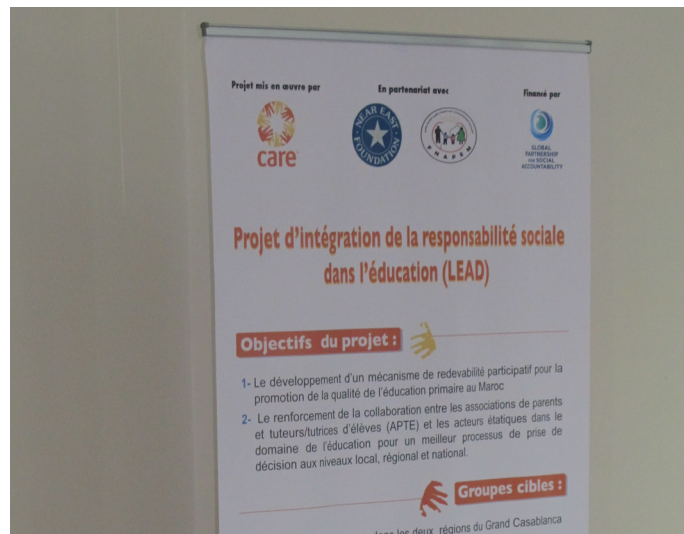
Casablanca Sidi Moumen Distribution d'équipements scolaires aux enfants en préscolaire en situation précaire.



Province de Khnifra Visite de supervision de la commune de Tighssaline.



Oujda Formation sur le développement personnel et animation de groupe pour l'équipe de projet AVEC et les partenaires locaux.



Rabat Organisation d'un atelier d'échange sur la redevabilité sociale et présentation de la fiche de notation communautaire.



Casablanca, Sidi Moumen Célébration de la journée internationale de la femme avec la mise en place d'une pièce de théâtre.



Grand Casablanca Atelier de lancement du projet d'intégration de la responsabilité sociale dans l'éducation.



Casablanca Un atelier de formation du projet de la responsabilité sociale.

SIÈGE SOCIAL

134, angle route
Ouled Ziane & rue Asswane,
Imm B, 3^o étage, Appt 5-6,
Casablanca, MAROC

tel: (+212) 5 22 45 29 16

(+212) 5 22 54 34 21

fax: (+212) 5 22 45 29 22

email : info@caremaroc.org

www.caremaroc.org